

# **TABLE RONDE SUR L'ÉDUCATION AU BURUNDI**

## **RAPPORT SUR LES BESOINS AU BURUNDI EN MATIÈRE DE FORMATION DES ENSEIGNANTS**

**PAR FIDÈLE KANYUGU**

**CONSULTANT**

**ÉTUDE COMMANDÉE PAR INTERNATIONAL ALERT**

**Bujumbura, le 27 et 28 novembre 2001**

## TABLE DES MATIERES

Introduction .....	3
Méthodologie de travail .....	3
Au primaire : description du problème .....	3
a. De la mauvaise distribution du personnel enseignant dans le pays .....	3
b. De l'insuffisance d'enseignants qualifiés .....	4
Au secondaire : description du problème .....	7
a. Les lycées pédagogiques .....	9
b. Les sections normales .....	9
De la formation des enseignants du secondaire .....	10
De l'Université du Burundi .....	10
De l'Ecole Normale Supérieure .....	11
De la formation des enseignants en cours d'emploi .....	12
a. Au primaire .....	12
b. Au secondaire .....	13
Conclusion .....	14
Recommandations .....	15
a. Au Gouvernement .....	15
b. Au bailleurs de fonds .....	15
Bibliographie .....	15

## INTRODUCTION

La population burundaise est des moins scolarisées du monde avec un taux d'analphabétisme estimé à 66% en 1996 et un taux brut de scolarisation de 63% en 1999<sup>1</sup>. L'année 2000, International Alert a produit un rapport<sup>2</sup> qui conclut que l'égalité d'accès à l'éducation est un préalable pour une paix et un développement durables dans ce pays endeuillé par des cycles de violence inter-ethnique et des antagonismes régionaux.

Un des problèmes notés dans ce document était le nombre élevé d'enseignants non qualifiés ou tout simplement non suffisamment formés travaillant dans les écoles primaires et secondaires du pays. Or, l'enseignant étant la pierre angulaire de toute initiative en matière d'éducation, il est primordial d'avoir suffisamment d'enseignants bien formés et qui sont à la hauteur de leur tâche. Ce rapport a pour but de décrire l'actuel système de formation des enseignants, d'analyser les problèmes rencontrés et de faire des recommandations au Ministère de l'éducation et aux bailleurs de fonds en vue de contribuer dans la résolution de ces problèmes.

## METHODOLOGIE DE TRAVAIL

Ce rapport a été produit par Fidèle KANYUGU, consultant, pour le compte de International Alert. Le même consultant est Professeur-Assistant à l'Ecole Normale Supérieure (ENS) et il connaît suffisamment le secteur de l'enseignement comme il a aussi enseigné à l'école secondaire. Pour arriver à ces résultats, il a d'abord consulté la documentation disponible dans les différents services du Ministère en plus des discussions qu'il a eues avec plusieurs responsables du Ministère, qu'il a interviewés. Il s'est ensuite rendu dans plusieurs provinces du pays comme Cibitoke, Ngozi, Kirundo et Muyinga où il s'est entretenu avec les autorités scolaires de ces provinces, les enseignants et les élèves. Il a pu se rendre compte lui-même du problème de manque d'enseignants suffisamment formés et de ses impacts dans les milieux qu'il a visités. Il a également pu recueillir les impressions et les recommandations de toutes les personnes avec lesquelles il a pu s'entretenir. Il espère donc exprimer non seulement son point de vue mais également celui des personnes qui ont bien voulu collaborer dans ce travail.

### AU PRIMAIRE : DESCRIPTION DU PROBLEME :

#### a. DE LA MAUVAISE DISTRIBUTION DU PERSONNEL ENSEIGNANT DANS LE PAYS

Tableau 1 : Les besoins du pays en enseignants par province scolaire : situation fin février 2001<sup>3</sup>

Province	Enseignants en activité	Enseignants qu'on devrait avoir	Déficit
Bubanza	347	373	26
Bujumbura Rural	948	1,012	64
Cankuzo	403	491	88
Cibitoke	762	886	124
Gitega	1,386	1,479	193
Karusi	312	510	198
Kayanza	904	988	84
Kirundo	508	718	210
Muramvya	589	612	18
Muyinga	335	644	209
Ngozi	946	1,059	113
Ruyigi	473	659	186
Total	7,913	9,431	1,520

<sup>1</sup> Ministère de l'Education Nationale, Bilan de l'Education pour Tous à l'An 2000, Rapport définitif, Bujumbura, février 2000

<sup>2</sup> Tony Jackson, L'égalité à l'éducation – un impératif pour la paix au Burundi, International Alert, juin 2000.

<sup>3</sup> Source : Ministère de l'Education Nationale, Département de l'Enseignement de Base.

Province	Enseignants en activité	Enseignants qu'on devrait avoir	Déficit
Bujumbura Mairie	1,205	618	587
Bururi	1,589	1,267	322
Makamba	869	851	18
Mwaro	887	689	198
Rumonge	785	595	190
Rutana	555	507	47
Total	5,890	4,527	1,363

Le tableau ci-haut montre les besoins du pays en enseignants par province scolaire. L'on peut lire que certaines provinces enregistrent un excédent global de 1,363 enseignants pendant que d'autres connaissent un déficit global de 1,520 enseignants. Le rapport entre les deux chiffres donne un déficit général de 157 enseignants au niveau national. L'on pourrait avoir l'illusion que le problème n'est pas assez grave. Mais ce tableau révèle un problème réel qu'est la distribution inégale du personnel enseignant dans les provinces du pays.

4 provinces scolaires du Sud en plus de la province de Mwaro et de la Mairie de Bujumbura sur les 18 que compte le pays enregistrent un nombre suffisant et souvent excédentaire d'enseignants au Primaire pendant que les provinces du Centre, de l'Est, du Nord et du Nord-Oues enregistrent un très grand déficit.

L'inaccessibilité de certains coins du pays et les conditions de vie difficiles dans certaines régions font que d'une part, les besoins ne s'expriment pas avec la même acuité partout dans le pays, et que d'autre part certaines régions sont moins attirantes pour les lauréats des écoles de formation pédagogique.

Au-delà de cette mauvaise distribution entre les provinces se cache une autre forme de disparité dans la distribution des enseignants au sein même des provinces scolaires. Il s'agit de la disparité entre les centres urbains de ces provinces et les milieux éloignés de ces centres. Une raison importante est qu'il y a un manque de logement décent près des écoles pour les enseignants, surtout dans les milieux éloignés des centres urbains. Alors, plus les enseignants ont des facilités de trouver un logement décent près de l'école, plus ils acceptent de travailler dans la localité. C'est pour cela que l'on trouve que les mêmes provinces qui connaissent un déficit d'enseignants enregistrent en même temps un pléthore dans les centres urbains pendant que des classes sont fermées ou fusionnées pour cause de manque d'enseignants dans le fin fond de ces provinces scolaires. Par exemple, à Kirundo les écoles de Nyagisozi et de Gasenyi ne sont plus fonctionnelles, et à Ngozi 24 salles de classes sont fermées pour la même cause de manque d'enseignants. Il arrive aussi souvent que, dans les provinces où il y a insuffisance d'enseignants, des Directeurs d'établissements scolaires soient dans l'obligation d'être en même temps des titulaires de classes, ce qui rend difficile leur tâche d'encadrement administratif et pédagogique des écoles.

A cause de cette insuffisance d'enseignants, les enfants doivent parcourir de longues distances pour aller rejoindre une autre école où il y a des enseignants. Ces longues distances à parcourir sont souvent à l'origine des abandons de l'école quoi qu'elles soient associées aussi à d'autres causes telles que la pauvreté, la faim et la tradition. C'est ainsi par exemple qu'à la fin du premier trimestre de l'année 2000-2001, les cas d'abandons étaient respectivement estimés à 6,200 en province scolaire de Kirundo, 6,000 à Ngozi et 3,100 à Muyinga<sup>4</sup>.

#### **b. DE L'INSUFFISANCE D'ENSEIGNANTS QUALIFIES**

Les deux problèmes de nombre et de qualité sont en fait intimement liés car le nombre insuffisant d'enseignants qualifiés entraîne le recours aux enseignants non qualifiés pour l'enseignement là où l'on peut tout aussi les trouver. Sont considérés comme des enseignants qualifiés uniquement ceux qui ont les diplômes D7, D6 et D4, correspondant respectivement à 8, 6 et 5 ans de formation post-primaire, la formation pédagogique comprise.

<sup>4</sup> Source : Directions Provinciales de l'Enseignement respectives.

Les enseignants non qualifiés sont de plusieurs ordres. Il s'agit d'abord des enseignants de niveaux ES1-6 qui sont des enseignants ayant fait respectivement 1 à 6 années d'études générales sans aucune formation pédagogique, laquelle formation est indispensable pour pouvoir enseigner. Une autre catégorie d'enseignants non qualifiés est faite de lauréats des écoles techniques et il y a une dernière catégorie d'enseignants de niveaux EAP, CAP, CAP et EMPP correspondant à de très anciennes formations pédagogiques données aux candidats n'ayant pas terminé 4 années d'études post-primaires.

Le tableau ci-dessous nous montre le rapport entre le nombre d'enseignants qualifiés et non qualifiés.

**Tableau 2 : Effectifs des enseignants par qualification et par province, année scolaire 1999-2000<sup>5</sup>**

Province	Qualifiés		Non qualifiés		Total
	Nombre	%	Nombre	%	
Bubanza	160	68	75	32	235
Bujumbura Mairie	1,120	96	45	4	1,165
Bujumbura Rural	778	78	220	22	998
Bururi	1,850	89	228	11	2,078
Cankuzo	281	70	122	30	403
Cibitoke	476	81	114	19	590
Gitega	1,139	77	348	23	1,487
Karusi	174	72	67	28	241
Kayanza	625	81	143	19	768
Kirundo	433	77	126	23	559
Makamba	619	85	110	15	729
Muramvya	453	81	103	19	556
Muyinga	326	76	103	24	429
Mwaro	625	85	114	15	766
Ngozi	636	75	212	25	848
Rutana	367	82	79	18	446
Ruyigi	328	76	105	24	433
<b>Total</b>	<b>10,417</b>	<b>82</b>	<b>2,314</b>	<b>18</b>	<b>12,731</b>

N.B. : Les effectifs de la province scolaire de Rumonge sont inclus dans ceux de Bururi puisque Rumonge est récemment créé comme province scolaire.

Comme on voit dans le tableau ci-dessus, sur un total de 12,731 enseignants, on compte seulement 10,417 qualifiés, soit 82%. Les 2,314 autres, soit 18% n'étant pas qualifiés pour l'enseignement au primaire. Tous ces enseignants non qualifiés présentent des niveaux différents et ont besoin d'une formation appropriée.

Outre ceux-là, les enseignants de niveau D6 qui représentent la majorité des enseignants qualifiés sont eux-mêmes considérés, de l'avis de beaucoup de responsables scolaires rencontrés, comme ayant besoin d'une formation complémentaire en cours d'emploi puisque leur bagage de connaissance serait déficient parce que certains parmi eux auraient eux-mêmes étudiés dans de mauvaises conditions à cause de la crise.

Actuellement, les enseignants sont formés dans les sections LP et dans les sections normales. Seulement le deuxième cycle des LP est en train d'être supprimé et la formation ne se déroule plus que sur deux ans uniquement au lieu de quatre années comme avant. Malheureusement la répartition des infrastructures de formation des enseignants ne suit pas les besoins du pays.

<sup>5</sup> Source : Ministère de l'Éducation Nationale, Annuaire Statistique 1999/2000, p.92

**Tableau 3 : Répartition des écoles de formation des enseignants et les effectifs en formation**

Province	Lycées pédagogiques				Sections Normales				Total
	LP1	LP2	LP3	LP4	N1	N2	N3	N4	
Bubanza					52	28			80
Buj.M.	163	87				40	24		353
Buj.R.	56	102			39	40			258
Bururi	453	293			60	46			1,007
Cankuzo	11	29			215	17			99
Cibitoke	146	108			42				354
Gitega	258	159	33		101	57	30		* 638
Karusi	69	9							49
Kayanza	186	111							297
Kirundo	143	73			43	13			272
Makamba	149	45			61	24			279
Muramvya	77	92			53	20			241
Muyinga		27			49	24			100
Mwaro	233	111			65	39			448
Ngozi	98	59			83	23	12		275
Rutana		34			51	39			124
Ruyigi	180	99	30		89	25			423
Total									* 5,226

\* Les effectifs du L. Mugeru n'ont pas été disponibles.

Nous pouvons lire à travers ce tableau que les LP3 et LP4 sont progressivement supprimés au profit des sections normales. Cependant, les sections Normales restent peu nombreuses et ne sauraient couvrir les besoins du pays en enseignants compétents. Nous pouvons également constater que la distribution des écoles de formation n'est pas du tout bien faite car, certaines provinces déjà déficitaires (voir Tableau 1) comme Bubanza, Bujumbura Rural, Cankuzo, Cibitoke, Karusi, Kayanza, Kirundo, Muramvya et Muyinga comptent peu d'effectifs en formation pendant que d'autres provinces telles que Bururi et Mwaro qui connaissent déjà un excédent enregistrent un nombre plus élevé de candidats en formation. On pourrait se demander si autant de sections pédagogiques sont aujourd'hui nécessaires dans ces provinces. Or, le manque ou l'insuffisance d'écoles de formation des enseignants dans certaines provinces fait qu'il y a également un nombre insuffisant de natifs candidats à cette formation, alors que de ces jours les lauréats de la formation pédagogique sont réticents d'aller travailler loin de leurs provinces d'origine ou des centres urbains.

Les provinces qui présentent un pourcentage plus élevé d'enseignants non qualifiés sont presque également celles qui ont les mauvais résultats au Concours National de passage du primaire au secondaire. En effet, pour la même année scolaire 1999/2000, les mauvais résultats ont été enregistrés dans des provinces qui combinent les deux problèmes de qualité et de quantité du personnel enseignant. Le tableau suivant nous en dit plus :

**Tableau 4 : Les réussites au Concours National de 6<sup>ème</sup> par province, édition 2000<sup>6</sup>**

Province	Acceptés dans les Lycées	Acceptés dans les Co.Co	Total	% Acceptés
Bubanza	50	427	477	2
Bujumbura Mairie	954	3,252	4,206	18
Bujumbura Rural	223	1,708	1,931	8
Bururi	438	3,072	3,510	15
Cankuzo	33	442	475	2
Cibitoke	81	794	875	4
Gitega	301	2,150	2,451	10
Karusi	39	390	429	2
Kayanza	140	1,339	1,479	6
Kirundo	46	578	624	3
Makamba	57	838	895	4
Muramvya	182	1,327	1,509	6
Muyinga	106	858	964	4
Mwaro	194	1,657	1,851	8
Ngozi	89	1,051	1,140	5
Rumonge	49	660	709	3
Rutana	62	663	725	3
Ruyigi	22	334	356	2
<b>Total</b>	<b>3,066</b>	<b>2,0540</b>	<b>2,0540</b>	

Comme on le voit à travers ce tableau, les huit dernières provinces sont Ruyigi, Karusi, Cankuzo, Bubanza, Kirundo, Rumonge, Rutana et Cibitoke, les mêmes qui sont le plus marquées par les problèmes ci-haut soulevés. Ce qui nous permet d'affirmer que ces provinces resteront toujours en arrière en matière d'éducation aussi longtemps qu'elles n'auront pas formé des enseignants de qualité et en nombre suffisant.

Le pays a un besoin réel d'organisation de la formation en qualité et en quantité de ses enseignants. Un effort devrait être fait pour renforcer le système formel de formation des enseignants, mais il devrait également être organisé une formation qualifiante pour tous les enseignants non qualifiés et des stages de perfectionnement pour les enseignants qualifiés en cours d'emploi.

#### **AU SECONDAIRE : DESCRIPTION DU PROBLEME**

Les mêmes problèmes constatés au primaire se retrouvent également au secondaire. Ils se posent également en termes de quantité et de qualité car le pays n'a pas d'enseignants qualifiés en nombre suffisant et il doit recourir aux enseignants non qualifiés et à des professeurs vacataires qui enseignent dans les écoles le week-end ou le soir après les heures de service. Voici des chiffres indicatifs à travers ce tableau.

<sup>6</sup> Source : Ministère de l'Education Nationale, Direction de la Planification

**Tableau 5 : Les niveaux de qualification des enseignants au secondaire 1999/2000<sup>7</sup>**

Qualification	CoCo	Public
D4	1	2
A4	1	2
A3	18	10
D6	673	49
D7	268	93
A2	279	96
REG. TECHN.	6	2
Gradué	137	107
IP	65	146
Licencié	195	467
Ing. Techn.	13	26
Ing. Ind.	20	38
Ing. Civil	17	18
Autre : - 1 <sup>er</sup> cycle	94	53
- 2 <sup>ème</sup> cycle	29	98
- 3 <sup>ème</sup> cycle	11	6
<b>Total</b>	<b>1,827</b>	<b>1,213</b>

Comme nous pouvons le constater dans ce tableau, les niveaux de gradué, IP et Licence qui sont considérés comme étant les seules qualifiés pour l'enseignement au secondaire ne représentent que respectivement 22% et 59% dans les collèges communaux et les lycées publics.

Le problème devra de plus en plus s'aggraver dans les collèges communaux parce que avec la construction continue de nouveaux collèges chaque année, les besoins en enseignants devront augmenter alors qu'il y avait déjà un immense déficit. Le rapport déjà susmentionné de Tony Jackson est clair là-dessus :

*« Alors que davantage de collèges ouvrent leurs portes, davantage d'enseignants non qualifiés doivent être employés pour y travailler. Ainsi la proportion d'enseignants non qualifiés augmente : en 1995/6, 47% des enseignants des collèges communaux n'étaient pas qualifiés, alors qu'en 1997/8, ce chiffre était passé à 67% »<sup>8</sup>.*

Ce sont surtout les cours scientifiques tels que les mathématiques, la physique et la chimie ainsi que les cours de Français et Anglais qui manquent d'enseignants. Le recours à des enseignants non qualifiés ou à des professeurs vacataires n'est pas sans conséquences néfastes. Les professeurs non qualifiés pour l'enseignement au secondaire sont de plusieurs ordres.

Il s'agit premièrement des lauréats des instituts supérieurs qui sont qualifiés pour d'autres orientations techniques comme l'agronomie, l'électronique, la comptabilité, etc., qui n'ont pas pu avoir de l'emploi dans leur secteur de formation. Ceux-là n'ont donc appris ni les méthodes d'enseignement, ni les matières à dispenser, d'où la qualité de leurs prestations devient déficiente. En outre, ils se font engager dans l'enseignement parce qu'ils n'ont pas encore d'emploi dans leurs domaines de formation et ils partent à la première occasion.

Deuxièmement il s'agit des enseignants qui n'ont pas pu terminer les études universitaires pour différentes raisons et ceux-là ont des niveaux diversifiés, les uns étant plus performants que d'autres. Malheureusement la plupart d'entre eux n'ont pas bénéficié de formation dans les matières pédagogiques qui sont généralement réservées aux dernières années de la formation universitaire. Leurs prestations restent donc également lacunaires.

<sup>7</sup> Ministère de l'Éducation Nationale, Annuaire Statistique, 1999/2000, p. 113

<sup>8</sup> Tony Jackson, op.cit., p. 23

Enfin, la troisième catégorie est faite d'enseignants qui sont normalement qualifiés pour l'enseignement primaire. Il s'agit des enseignants de niveau D7 ou même D6, qui sont appelés à dispenser des cours au secondaire. Ceux-là ont appris des cours pédagogiques qui leur permettent de bien donner leurs cours mais leur bagage de connaissances scientifiques est également déficitaire.

Presque tous les enseignants qualifiés du secondaire sont formés par l'Université du Burundi. Mais celle-ci n'est pas capable de fournir assez d'enseignants pour toutes les écoles secondaires du pays.

En outre, certains lauréats de l'Université du Burundi qui sont normalement qualifiés pour l'enseignement ne se font pas recruter dans la carrière ou quittent tout simplement l'enseignement pour aller travailler ailleurs où ils peuvent être mieux traités financièrement. Certains trouvent des emplois dans les ONG internationales qui payent beaucoup, ou se convertissent en journalistes, etc. La Radio-Télévision Nationale du Burundi (RTNB) et les autres médias publics et privés recrutent beaucoup de lauréats de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines tandis que les lauréats des Départements de Mathématique et de Physique dévient souvent vers l'informatique.

Pour le moment, l'Etat burundais se trouve confronté à un besoin criant d'enseignants compétents et en nombre suffisant pour les collèges communaux et les lycées généraux et techniques. L'Ecole Normale Supérieure (E.N.S.) a été envisagée comme un lieu de formation des enseignants qui permettront de résoudre à moyen et à long terme le problème de manque d'enseignants dans les écoles secondaires. Malheureusement ce sont les moins forts des lauréats du secondaire et les relégués de l'Université du Burundi qui sont recrutés dans cette institution après que l'Université du Burundi ait terminé sa sélection.

## **DE LA FORMATION DES ENSEIGNANTS DU PRIMAIRE**

Un enseignant du primaire doit être formé dans une école spécialisée dans la formation des enseignants. Pour être accepté, le candidat à une formation pédagogique doit avoir un certificat du primaire et un certificat de collègue, c'est-à-dire après la quatrième année post-primaire.

Cependant, les méthodes de formation des enseignants ont varié dans l'histoire en fonction des politiques conjoncturelles du moment. De nos jours, les enseignants du primaire sont formés dans les Lycées Pédagogiques (LP) et les Sections Normales.

### **a. LES LYCEES PEDAGOGIQUES (LP)**

La formation des enseignants dans les LP déroule en deux temps, c'est-à-dire en deux cycles de deux ans chacun. A la fin du premier cycle, les lauréats des LP reçoivent un diplôme d'Instituteur-Adjoint D6 qui leur permet d'enseigner à l'école primaire.

Après le passage d'un test de sélection, quelques lauréats du premier cycle des LP sont autorisés de faire le deuxième cycle qui donne une formation conduisant au Diplôme d'Instituteur D7. Tout en maintenant les cours pédagogiques dans ses programmes, le deuxième cycle insiste sur les matières scientifiques afin de relever le niveau des élèves à celui de la section scientifique B de l'enseignement général. Les lauréats de ce même cycle ont alors accès à l'enseignement supérieur après avoir passé le Test National de fin des Humanités (par après devenu l'Examen d'Etat). Ceux qui n'obtiennent pas la note requise pour le passage au supérieur sont recrutés comme enseignants au primaire. Cependant, depuis l'année académique 1999-2000, parmi ceux-là qui ne sont pas acceptés à l'Université du Burundi, certains sont reçus à l'Ecole Normale dans les lycées.

### **b. LES SECTIONS NORMALES**

La création des sections normales aurait été, selon des responsables scolaires interviewés, une façon de répondre aux demandes pressantes des parents et d'autres partenaires de l'éducation de relever le niveau qualitatif de l'enseignement au primaire. En effet, les inspecteurs provinciaux de l'enseignement de base que nous avons interrogés nous ont affirmé que les lauréats des LP seraient qualitativement les moins performants parmi le personnel « qualifié ».

La première raison à cela serait que ces lauréats des lycées pédagogiques auraient été eux-mêmes victimes du manque d'enseignants qualifiés au cours de leur formation aussi bien au niveau du primaire que du secondaire. L'autre raison également importante serait que la filière d'enseignement n'est pas globalement attirante, et elle l'est particulièrement beaucoup moins au primaire. Par conséquent seuls les plus faibles ou les plus pauvres choisissent la section pédagogique ou ils y sont orientés de force et ils ne sont pas assez motivés.

Les sections normales forment des Instituteurs D7 à l'issue de quatre années de formation sans discontinuité. Il s'agit d'une réédition de cette formation qui avait été supprimée au milieu des années 1980.

Les sections normales sont encore en expérimentation et leur programme n'est pas jusqu'ici précis. La même imprécision se lit à travers cette correspondance du Directeur du BEPES, datée du 8 février 2000 :

*« Les présents programmes n'ont pas fait l'objet du colloque de 1989 puisque le système scolaire burundais ne connaissait plus à ce moment que des Ecoles de Formation des Instituteurs (EFI). Nous demandons aux écoles concernées aujourd'hui par cet enseignement de vouloir se conformer à ces programmes (version 1968) en attendant de nouvelles orientations qui sortiront du prochain colloque sur les programmes ».*

En plus, le même programme proposé (version 1968) n'était plus en vigueur en 1981 au moment de la suppression des sections normales.

A travers ce qui précède, nous pouvons lire une sorte de tâtonnement qui révèle un problème réel de planification. Cela montre en effet que même le Ministère n'a pas encore une idée assez claire du profil de cette formation. Les écoles concernées aujourd'hui par cette section normale appliquent le programme de la section scientifique B de l'enseignement général bien que les deux sections n'aient pas le même volume horaire. On y ajoute des matières pédagogiques à savoir la pédagogie, la didactique et la psychologie. Comme la section Scientifique B ne s'étend que sur trois ans, l'inquiétude des autorités de ces écoles à section normale ne savent pas quel programme proposer aux élèves pour la 4<sup>ème</sup> année.

La particularité des sections normales par rapport aux lycées pédagogiques est que les stages pédagogiques sont réservés uniquement à la dernière année.

La tendance actuelle est de remplacer progressivement les lycées pédagogiques par ces sections normales. Les lauréats des sections normales sont préparés aussi bien pour enseigner à l'école primaire que pour poursuivre les études supérieures et universitaires.

## **DE LA FORMATION DES ENSEIGNANTS DU SECONDAIRE**

Comme ceux du primaire, les enseignants du secondaire sont de grades variés puisque les méthodes de leur formation sont aussi variées et ont plusieurs fois changé dans le temps. De nos jours, les enseignants du secondaire sont formés dans deux institutions à savoir l'Université du Burundi (UB) et l'E.N.S.

### **DE L'UNIVERSITE DU BURUNDI**

L'Université du Burundi compte 13 Facultés et Instituts, dont cinq seulement conduisent à la carrière enseignante. Il s'agit de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines, de la Faculté des Sciences, de la Faculté de Psychologie et Sciences de l'Education, de l'Institut de Pédagogie Appliquée et de l'Institut d'Education Physique et Sport. A part l'Institut de Pédagogie Appliquée (IPA) qui a une organisation particulière avec une formation en deux modules, les autres Facultés et Instituts fournissent des licenciés dans les matières enseignées à l'école secondaire : Kirundi (Langues et Littératures Africaines), Français, Anglais, Mathématiques, Physique, Chimie, Biologie, Psychologie et Sciences de l'Education, Education Physique et Sports, Géographie et Histoire.

A la fin du premier cycle de l'IPA, les lauréats obtiennent le diplôme qui leur permet d'enseigner au cycle inférieur du secondaire. Les meilleurs sur des critères élaborés par une commission ad hoc sont autorisés de faire le deuxième cycle qui conduit au grade de licence agrégée. Ils sont normalement préparés pour enseigner au cycle supérieur, pour être des conseillers pédagogiques ou des inspecteurs de l'enseignement.

## **DE L'ECOLE NORMALE SUPERIEURE (ENS)**

Après le départ massif des enseignants Rwandais en 1994 et avec la création intensive des collèges communaux, l'Ecole Normale Supérieure a été créée en octobre 1999<sup>9</sup> pour résoudre le problème de plus en plus inquiétant de manque d'enseignants. En réalité, il s'agit d'une restauration puisque une ENS avait existé depuis les années 1960 mais elle était fusionnée en 1979 avec l'Université Officielle du Burundi (UOB) pour former l'Université du Burundi. Pour Fidèle Rurihose<sup>10</sup>, parler de « fusion serait un euphémisme » car il s'agirait plutôt d'une « absorption de l'ENS par l'UOB ».

Aujourd'hui l'ENS a été recrée avec un statut d'administration personnalisée placée directement sous l'autorité hiérarchique du Ministre ayant l'enseignement supérieur dans ses attributions. Elle a la mission de :

- « assurer la formation des enseignants des cycles inférieur et supérieur de l'enseignement secondaire générale ;
- assurer la formation des enseignants des écoles secondaires techniques et professionnelles ;
- assurer le perfectionnement des enseignants ayant déjà reçu la formation initiale »<sup>11</sup>.

Elle est organisée en trois départements, à savoir le Département des Langues et Sciences Humaines, le département des Sciences naturelles et le département des Sciences Appliquées. Les départements sont à leur tour organisés en sections Anglais-Kirundi et Français-Kirundi pour le département des Langues et Sciences Humaines, Mathématiques-Physique, Biologie-Chimie pour le département des Sciences naturelles et les sections de Génie Civil, Génie Mécanique et Génie Electrique pour le département des Sciences Appliquées.

L'Ecole comptait environ 700 étudiants l'année académique 2000/2001 en 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> année et elle devrait accueillir entre 800 et 1.000 nouveaux candidats pour l'année 2001-2002 selon une des autorités de cette école. L'E.N.S. préconise une formation intégrée qui combine à la fois les matières scientifiques et pédagogiques. Cette formation qui en est à sa deuxième année (2000-2001) devra s'étendre sur trois ans et conduira au diplôme d'enseignement au cycle inférieur du secondaire.

L'E.N.S. pourra par la suite, selon ses prévisions, organiser une formation complémentaire d'une année à ses lauréats pour les amener à un niveau équivalent au grade de Licence qui leur permettra d'enseigner également au cycle supérieur. L'originalité de l'E.N.S. serait que, grâce à une formation à la fois scientifique, technique et pédagogique, elle entend former des enseignants qualifiés aussi bien pour l'enseignement général, technique que professionnel.

Mais l'E.N.S., elle-même qui se voit confiée cette noble mission de former des enseignants pour le pays se trouve confrontée également à des difficultés liées à la fois aux infrastructures, au matériel didactique et surtout à la formation des formateurs. Par exemple, l'ENS est aujourd'hui hébergé dans des locaux empruntés à des établissements secondaires et supérieurs tiers. Elle ne dispose ni de laboratoire ni de matériel de laboratoire et elle doit utiliser les laboratoires de l'Université du Burundi quand ils sont disponibles. La bibliothèque de l'ENS n'est pas assez fournie en livres et les étudiants n'ont pas assez de possibilités de lecture. En effet, selon un responsable de la bibliothèque de l'ENS, celle-ci ne compterait que 355 titres d'ouvrages en 2440 exemplaires, constitués pour la plupart de dons.

---

<sup>9</sup> Décret-Loi n° 100/135 du 15 octobre 1999

<sup>10</sup> Ibidem

<sup>11</sup> Ibidem

2.168 livres de ceux-là ont été donnés par l'UNESCO, 160 par la Communauté des Frères de l'Instruction Chrétienne de Kiriyama, 45 par la famille Watt et 10 par M. Gihugu Damas, les 57 autres ayant été achetés par l'ENS. Nous comprenons par là que l'ENS n'a pas les moyens de s'acheter les livres dont elle a beaucoup besoin. Il manque à l'Ecole des manuels et des fichiers pour les étudiants stagiaires, des livres de préparation pour les enseignants, des livres de lecture et des journaux et périodiques.

Tant que nous parlons de la formation des enseignants, nous ne pourrions pas parler aussi de la formation des professeurs qui donnent des cours aux enseignants potentiels du secondaire. En effet, l'ENS vient d'être créée et elle en est à sa troisième année de fonctionnement. Elle a donc recruté de jeunes lauréats de l'Université du Burundi comme professeurs-assistants et elle n'a jusqu'à présent pas de professeurs hautement qualifiés du niveau de Doctorat. Elle doit recourir aux Professeurs de l'Université du Burundi pour dispenser certaines matières. C'est pour cela qu'elle ambitionne de les former progressivement pour que à long terme elle puisse avoir des enseignants suffisants et hautement qualifiés. Un plan de formation des enseignants de l'ENS est déjà élaboré par les autorités de l'Ecole mais faute de moyens, l'ENS ne peut pas le mettre en application et il est soumis à tout bailleur de fonds intéressé pour financement.

## **DE LA FORMATION DES ENSEIGNANTS EN COURS D'EMPLOI**

### **a. AU PRIMAIRE**

Pour résoudre le problème du nombre élevé d'enseignants non qualifiés, le Bureau d'Education Rurale (BER) organise déjà une formation qualifiante pour ces enseignants. Mais il se trouve confronté à des difficultés de financement et doit recourir de façon ponctuelle aux bailleurs de fonds extérieurs pour organiser ce type de formation. Ayant estimé (en 1999) les effectifs des enseignants non qualifiés à « environ 2.500 » (les chiffres ne sont pas statiques comme le recrutement continue), le BER a élaboré pour eux un projet de formation qui s'étend sur 6 ans. La formation est d'abord adaptée au niveau de la catégorie d'enseignants à former en fonction de leur niveau de connaissances initial. Cette formation est organisée en tranches de deux mois et se déroule pendant la période des vacances d'été. Elle porte sur toutes les matières enseignées à l'école primaire mais également sur des cours pédagogiques tels que la Psychologie, la Méthodologie de l'enseignement et la Didactique.

Grâce à des financements de l'UNICEF et du Crédit d'Urgence pour le Redressement Economique (CURE), le BER est en train de former 1.489 enseignants dont 63 ont déjà terminé cette formation. A ce rythme, on voit bien qu'il serait difficile de couvrir tous les effectifs. D'autres fonds sont aussi nécessaires pour augmenter le nombre de bénéficiaires de cette formation.

Tant que l'on y est, il convient de souligner une contribution de l'organisation internationale Conseil Norvégien pour les Réfugiés (CNR) à travers son projet TEP<sup>12</sup>. Le projet TEP consiste à récupérer des enfants qui ont abandonné les études primaires pour des raisons diverses et à les mettre dans des écoles TEP. Dans ces écoles, les enfants subissent une formation accélérée pendant une année pour rattraper deux années scolaires normales et par après se réintégrer le système formel. Et pour ce faire, le CNR recrute d'abord des personnes qui ont au moins un niveau de quatre années d'études post-primaires qu'il forme en collaboration avec le BER pendant 6 semaines. 75 enseignants ont déjà bénéficié de la formation. Ce sont ces enseignants qui par après vont former les enfants dans les écoles TEP, ce qui permet d'augmenter le nombre d'enseignants dans les provinces qui n'en ont pas suffisamment.

Cette expérience est intéressante dans ce sens que si jamais la réussite de cette formation accélérée venait à être confirmée, ce serait un exemple à imiter pour former les enseignants non qualifiés pendant un temps beaucoup plus court que ne le fait le système BER. Pendant une visite de terrain que nous avons effectuée en province Kirundo, l'inspecteur provincial de l'enseignement primaire, ainsi que le Directeur provincial de l'enseignement ont confirmé le succès de cette formation dans la province.

---

<sup>12</sup> TEP : Teachers Emergency Package

## **b. AU SECONDAIRE**

Traditionnellement, des ateliers de recyclage étaient régulièrement organisés par le Bureau d'Etudes des Programmes de l'Enseignement Secondaire (BEPES) pour une mise à jour et à niveau des enseignants du secondaire dans les différentes disciplines d'enseignement. Mais depuis 1996, ces formations ne sont plus organisées puisque, le Gouvernement n'ayant pas les moyens à la fois de les organiser et de créer l'ENS, a opté pour la création de cette dernière qui était envisagée comme solution à moyen terme au problème de manque d'enseignants, selon des sources du BEPES. Néanmoins, ces cours seraient particulièrement intéressants pour les enseignants non qualifiés dont nous avons parlé plus haut. Le BEPES dispose des ressources humaines compétentes mais il se trouve confronté à de graves difficultés financières puisque la coopération internationale avec le Burundi est aujourd'hui au ralenti.

## CONCLUSION

Nous sommes amené à conclure que la majeure partie du territoire national souffre de l'insuffisance d'enseignants tant au niveau du primaire que du secondaire. En plus il y a un écart ville/zone rurale quant à la distribution des enseignants, dû en partie au manque de logement dans les zones rurales.

Pour le primaire, les provinces du Nord-Est, du Nord, du Nord-Ouest, et du Centre dans une moindre mesure, manquent cruellement d'enseignants. Ces provinces ont besoin d'une politique d'urgence de formation des enseignants pour satisfaire leurs besoins sans cesse croissants. Par contre, d'autres provinces comme Bururi, Mwaro et Bujumbura-Mairie enregistrent un grand excédent d'enseignants.

La distribution des infrastructures de formation des enseignants que sont les écoles à section pédagogique ne suit pas les besoins du pays en enseignants. Les mêmes provinces qui ont un excédent d'enseignants présentent également un pléthore d'écoles de formation des enseignants pendant que d'autres en manquent énormément.

Cependant, même là où il y a un nombre suffisant d'enseignants, un grand nombre parmi eux ne sont pas suffisamment formés pour l'enseignement. Même si le Ministère de l'Education Nationale a déjà commencé la formation à travers le BER, le système actuel a besoin d'être amélioré et accéléré. A cette fin, le projet TEP pourrait peut-être servir d'exemple.

Au niveau du secondaire, le problème de manque d'enseignants est plus dramatique au niveau des collèges communaux. Vu que l'Université du Burundi n'est plus à mesure de former assez d'enseignants pour le pays, l'Etat compte sur l'Ecole Normale Supérieure. Mais celle-ci a besoin de moyens appropriés pour remplir sa mission. Elle a besoin de former ses professeurs et de se doter des infrastructures nécessaires à son fonctionnement.

Globalement, le pays a besoin d'une action d'urgence pour former assez d'enseignants qualifiés aussi bien pour le primaire que pour le secondaire. Des projets existent dans ce sens mais les moyens manquent à l'Etat. C'est donc urgent de faire appel aux bailleurs de fonds pour leur demander d'aider dans cette tâche.

## RECOMMANDATIONS

Une paix durable au Burundi dépend en grande partie à une égalité d'accès à l'éducation pour toute la jeunesse burundaise : un nombre suffisant d'enseignants et une bonne qualité de l'enseignement sont primordiaux pour arriver à cette fin. A l'issue de cette étude sont donc formulées des recommandations qui vont à l'endroit du Gouvernement du Burundi et des bailleurs de fonds :

### a. AU GOUVERNEMENT

1. Augmenter le budget alloué à l'éducation
2. Créer autant d'écoles de formation des enseignants qu'il y a de besoin dans les provinces qui n'en ont pas assez.
3. Créer des sections pédagogiques dans les collèges communaux là où la nécessité s'impose.
4. Définir une politique de redéploiement du personnel enseignant pour résoudre le problème de mauvaise distribution du personnel enseignants.
5. Accompagner cette quatrième recommandation par une politique d'amélioration des conditions de vie des enseignants, notamment en construisant des homes près des écoles et en rehaussant leur salaire.
6. Concevoir une politique de formation continue des enseignants non qualifiés et des stages de perfectionnement.
7. Améliorer les conditions d'apprentissage à l'Ecole Normale Supérieure afin qu'elle puisse former de bon enseignants.

### b. AUX BAILLEURS DE FONDS

8. Les bailleurs de fonds devraient s'investir dans la formation des enseignants en y affectant les moyens financiers et matériels nécessaires.

## BIBLIOGRAPHIE

1. Jackson, Tony, *L'Egalité d'accès à l'éducation – un impératif pour la paix au Burundi*, International Alert, Londres, Juin 2000.
2. Ministère de l'Education Nationale, *Bilan de l'Education pour Tous à l'An 2000*, Rapport définitif, Bujumbura, Février 2000.
3. Ministère de l'Education Nationale, *Politique Sectorielle*, mars 1999.
4. Ministère de l'Education Nationale, Direction de la Planification, *Annuaire Statistique 1999/2000*.
5. Ministère de l'Education Nationale, *Recueil des Lois et Règlements Scolaires de l'Enseignement Primaire et Secondaire*, Bujumbura, Octobre 1991.
6. Rurihose, Fidèle, *Système éducatif burundais : crise, tâtonnements et incohérences*, étude commandée par L'Observatoire de l'Action Gouvernementale, Bujumbura, Janvier 2001.

